

ELECTIONS LEGISLATIVES 21 MARS 1993

candidats présentés par le Parti Communiste Français



Mesdames, Messieurs,

La France est un pays riche qui, paraît-il, surproduit et pourtant en 1993 des gens meurent de faim et de froid dans nos rues.

3 millions de chômeurs, des RMIstes, des gens sans revenus d'un côté et de l'autre une richesse insolente (en 1989, Madame de Bettencourt, patronne du groupe l'Oréal, gagnait la valeur du SMIC toutes les trois minutes !).

Chaque jour, sur les places boursières, 5 000 milliards de francs (4 fois le budget de la France) s'échangent sans entrave. Tout cet argent serait bien plus utile s'il était investi dans la production, la santé, la formation...

Du Parti Socialiste à la Droite, en passant par Génération Ecologie, on nous prêche la résignation. Il n'y aurait pas d'autres solutions. Ceux qui souffrent de

la crise devraient partager mais il n'est pas question de toucher à ceux qui ont trop de tout. Il paraît qu'être moderne, c'est accepter la crise comme une fatalité. Le plein emploi, les bons salaires, la retraite, la sécurité sociale, les services publics, tout cela serait dépassé !

Je suis de ceux qui ne sont pas d'accord. En tant que communiste, je suis pour le respect de la personne humaine, pour la justice, la fraternité, la générosité. Ces valeurs-là, il n'y a pas que les communistes qui les partagent, elles sont même majoritaires dans le pays, imposons-les !

Quand le peuple prend conscience de sa force, prend ses affaires en main, il fait de grands pas en avant, comme en 1936, en 1945, en 1968, en 1981.

Le vote communiste a toujours été plus divers qu'on ne croit communément. C'est parfois comme un cri de colère et de révolte. Il en sera de même cette fois et cela comptera, étant bien entendu qu'on ne fera pas dire à ce vote plus qu'il n'a voulu dire.

Henri DELAUCHE
Conseiller municipal d'Aubenas

- Un pétrolier qui s'échoue aux Shetlands, qui détruit le bien de tous parce que ses propriétaires voulaient gagner de l'argent encore plus vite,
- Hoover qui s'expatrie en Ecosse au nom des bienfaits de l'Europe de Maastricht,
- Des malades qui n'ont plus de couverture sociale,
- Des jeunes qui galèrent pour poursuivre leurs études et trouver du boulot,
- Des entreprises qui quittent la Basse-Ardèche en espérant survivre en Vallée du Rhône, "coût du transport oblige".

Tout cela découle de la logique capitaliste qui place la rentabilité financière avant tout, alors que c'est l'homme qui devrait être au centre des préoccupations de tous.



C'est parce que je ne supporte pas ce gâchis que j'ai accepté d'être le suppléant d'Henri DELAUCHE. Bien que n'étant pas communiste, j'apprécie le travail de ses militants qui n'ont pas peur d'aller à contre-courant des idées toutes faites que veulent nous imposer les médias tout puissants.

J'apprécie que les députés communistes aient tous voté contre la loi d'amnistie, ce sont des gens honnêtes.

J'ai décidé de faire un bout de chemin avec eux et je souhaite que nous soyons très nombreux à les soutenir le 21 mars.

Jacques PARTENSKY

Suppléant

BIEN VIVRE EN ARDECHE

On ne peut faire de propositions locales sans tenir compte des réalités nationales et régionales. Nous vivons dans un beau pays mais les choix actuels le défigurent. La recherche du profit à court terme pousse à la concentration des populations dans des quartiers déshumanisés, en proie au chômage, à la mal-vie, à l'insécurité. Dans le même temps, la désertification rurale s'accélère.

Un meilleur cadre de vie pour tous nécessite de progresser vers un développement harmonieux de l'ensemble du territoire. Cela implique de mener une politique de réhabilitation dans les villes et de refuser la réforme catastrophique de la PAC et les accords du GATT qui, en mettant des millions d'hectares en friches, aggraverait la désertification rurale, supprimeraient des emplois agricoles ou dérivés.

Notre circonscription n'a plus de grandes entreprises, nos PME sont souvent dépendantes (sous-traitantes) d'entreprises plus importantes, extérieures à notre région. Leurs difficultés ne sont pas dues aux salaires mais au coût de l'argent, à la dépendance de grands groupes.

Il est possible de reconstituer de véritables filières industrielles et agro-alimentaires de production en favorisant les coopérations entre régions, en aidant les petites et moyennes entreprises et leurs salariés.
POUR CELA L'ARGENT EXISTE !

La basse-Ardèche a une vocation touristique. Ses sites, son climat lui ont donné une renommée européenne. Pour développer un tourisme de qualité pour tous, il ne faut pas que l'activité se concentre sur la seule période estivale mais qu'elle s'étale sur une grande partie de l'année et sur tout le secteur. Ainsi, les structures touristiques pourraient être plus facilement amorties, les emplois moins temporaires, les "saisons" moins aléatoires.

Pour renverser les orientations actuelles, il faut une autre politique. Il faut que les richesses dégagées soient au service de l'homme, c'est dans ce sens que les Communistes veulent agir.

C'est avec le rassemblement de tous ceux qui aspirent au progrès, qui veulent faire barrage à la fois à la politique actuelle et au retour de la droite et de l'extrême droite que l'on peut ouvrir une issue neuve dans ce pays.

Candidat à diverses reprises, au nom du PCF, dans notre circonscription, pour les élections législatives, j'ai le plaisir de soutenir celui qui aura cette mission, le 21 mars prochain, ainsi que son suppléant :

Henri DELAUCHE, 46 ans, 2 enfants, est instituteur, conseiller municipal à Aubenas, responsable actif de la vie associative.

Jacques PARTENSKY, 38 ans, 3 enfants, est médecin généraliste à Vallon Pont d'Arc, médecin-capitaine du corps de sapeurs-pompiers de cette localité.

Ils connaissent bien les problèmes de nos populations. Ils ont parfaitement la compétence pour défendre la politique de justice que le Parti Communiste propose à la réflexion de la population en demandant à celle-ci sa participation et son soutien.

René VIDAL